

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation [26 janvier 1951] (p. 450, 451); Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers* (p. 454, 455); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le déficit d'Air-France (expropriations à Marignane)* [14 mars 1951] (p. 1955, 1956); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Ecole des houillères de Fuveau* [20 avril 1951] (p. 3652); *Sa demande de disjonction du chapitre (Houillères de Fuveau)* (p. 3666); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (accords franco-espagnol et franco-italien)* [25 avril 1951] (p. 3967); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention au maïs importé* [5 mai 1951] (p. 4620, 4624); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, AGRICULTURE : *Prêts à l'agriculture et à l'industrie de l'azote (canal du Verdon)* [6 mai 1951] (p. 4697); INVESTISSEMENTS SOCIAUX, Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 5 milliards de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs par la Caisse mutuelle de crédit agricole* (p. 4711).

**LAMBERT (Mme Marie)** (*Député du Finistère*).

Son élection est validée [15 juillet 1948] (p. 4593). — Est nommée membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'agriculture [31 mai 1949] (p. 3010), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des

autres professions, n° 7390. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement de l'impôt sur les bénéfices agricoles les veuves de guerre non remariées et les femmes seules élevant des orphelins de guerre chefs d'exploitation dont le bénéfice imposable n'excède pas 150.000 francs, n° 7513. — Le 11 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, telle qu'elle est établie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1949, en y ajoutant le bureau de douane de Roscoff, n° 7854. — Le 22 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin aux importations de chevaux, n° 7991. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi complétant les dispositions de l'article 62, paragraphe III, alinéa 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des retraites civiles et militaires, n° 8616. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer, n° 8770. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à mettre fin immédiatement au recrutement féminin pour le corps expéditionnaire en Indochine, à libérer et à rapatrier les femmes et jeunes filles dont le contrat est en cours et à leur assurer les garanties nécessaires leur permettant de reprendre place dans la vie familiale, n° 9143. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Gâvres et à Larmor-Plage (Morbihan), n° 9600. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0/0 en janvier aux ouvriers agricoles et forestiers, n° 11715. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948 afin de faire bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée, n° 11799. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agri-

culture appelés sous les drapeaux lorsque le revenu cadastral de l'exploitation familiale est inférieur ou égal à 1.500 francs, n° 11884. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 12177) de M. Guignen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Larmor-Plage (Morbihan), n° 12312. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 11914) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'écoulement de la production de choux de la région de Lorient, n° 12313. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 12680) de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la majoration de 20 0/0 d'allocations familiales pour février et mars aux exploitants agricoles, n° 12926.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; *Discussion générale (Ses observations sur la situation difficile des paysans bretons et la mévente de la récolte de pommes de terre et de primeurs)* [25 février 1949] (p. 986, 987, 988) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour les dommages immobiliers* [9 mars 1949] (p. 1427, 1428) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3303, 3304, 3305, 3306, 3307) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales aux salariés des professions agricoles : *Demande de discussion d'urgence* [24 juin 1949] (p. 3752, 3753) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 3788, 3789) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 2 : *Suppression des Chambres civiques (Ses observations sur l'arrestation du résistant breton Le Jeune)* [5 juillet 1949] (p. 4223, 4224) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à augmenter l'abattement pour les femmes veuves ou célibataires*

*chefs d'exploitations* [20 juillet 1949] (p. 4883, 4884) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* [28 juillet 1949] (p. 5457). — Dépose une demande d'interpellation sur la libération des 36 milliards de crédits destinés à la reconstruction, provisoirement bloqués [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement rural* [26 décembre 1949] (p. 7249) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter de 50 milliards les crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7335) ; *Son amendement tendant à augmenter de 35 milliards les crédits de la reconstruction* (p. 7337) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à interdire le blocage des crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7352) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1490, 1491) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2459, 2460, 2461, 2462, 2479) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages agricoles* (p. 2505) ; — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 2988, 2989). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des « Textiles de Brest » [26 octobre 1950] (p. 7255). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'indemnisation des victimes du sinistre survenu à Brest le 28 juillet 1947 [8 décembre 1950] (p. 8836). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour 1951 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 5070 : *Subventions à l'Office de protection des réfugiés (Enfants russes retenus en Allemagne)* [13 décembre 1950] (p. 9003, 9004, 9005, 9006) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1120 : *Service des constructions provisoires* [15 décembre 1950] (p. 9160, 9161) ; AGRICULTURE, Chap. 1260 : *Etablissements d'enseignement agricole* [22 décembre 1950] (p. 9529) ; Chap. 3250 : *Commission consultative départementale des baux ruraux* [23 décembre 1950] (p. 9581) ; *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9582); le retire (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Etablissement des prix des fermages* [2 février 1951] (p. 666, 667); *Son amendement tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* (p. 668, 669, 670, 671); *Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités supérieures à celles produites en 1939* [9 février 1951] (p. 971, 972); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation du prix des baux par référence aux quantités de denrées produites* [14 février 1951] (p. 1127, 1128); *Son amendement tendant à ne permettre l'augmentation du bail que si le preneur sortant a touché une indemnité de plus-value* (p. 1130); *Son amendement tendant à imposer un abattement de 15 0/0 sur les baux normalement calculés* [16 février 1951] (p. 1235, 1236); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas remettre en cause les avantages déjà acquis par les preneurs* [6 avril 1951] (p. 2820, 2821). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mise en liberté du général allemand Ramcke [2 février 1951] (p. 679); — sur la politique de guerre américaine et la transformation de la Bretagne en réduit pour les troupes américaines [20 mars 1951] (p. 2213); — sur le procès du général Ramcke, commandant du port de Brest pendant la guerre [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Art. 18 : *Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir les 50 milliards prévus pour l'équipement rural en 1951* [11 avril 1951] (p. 3158, 3159); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION**, Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocation aux familles nécessiteuses (Agriculteurs mobilisés)* [5 mai 1951] (p. 4595); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles d'exploitants agricoles mobilisés* (p. 4603); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à établir une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés* [10 mai 1951] (p. 4993); Art. 10 : *Son amendement tendant à payer mensuellement au domicile du bénéficiaire* [16 mai 1951] (p. 5272).

**LAMBLIN (Mlle Solange)**, *Député de la Seine* (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [19 juillet 1949] (p. 4777), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302) *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 9 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (disposition relative aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique) (3<sup>e</sup> partie); 3<sup>o</sup> de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux dames secrétaires des établissements du second degré l'avance sur reclassement accordée aux fonctionnaires et assimilés des divers ordres d'enseignement, **n° 1292**. — Le 17 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du Conservatoire national de musique, de l'École nationale des Beaux-Arts, de l'École des Arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, **n° 5484**. — Le 23 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre